



---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

## Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

**Le mercredi 27 septembre 2017 — N° 275**

*Neuf heures quarante*

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. Jacques Chagnon**

---

**QUÉBEC**



## Partie 1

### AFFAIRES COURANTES

#### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Crémazie sur le sujet suivant : *Souligner le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'organisme Service de nutrition et d'action communautaire (SNAC).*
- Le député de Rimouski sur le sujet suivant : *Journée internationale des personnes âgées.*
- Le député de Montmorency sur le sujet suivant : *Des résidents du Manoir du Verger de Saint-Augustin-de-Desmaures en visite à l'Assemblée nationale.*
- Le député de Drummond–Bois-Francs sur le sujet suivant : *Souligner le 10<sup>e</sup> anniversaire de la Coopérative de solidarité artistique de la MRC de Drummond, Axart.*
- La députée de Hull sur le sujet suivant : *30 bougies pour la Résidence de l'Île.*
- Le député de Saint-Jérôme sur le sujet suivant : *Hommage au baseball mineur de Saint-Jérôme.*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Félicitations à la Fondation Droit au Talent.*
- La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques sur le sujet suivant : *Hommage à la Catalogne.*
- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *Hommage posthume à Pierre Latraverse de la ZIP du lac Saint-Pierre.*
- Le député de Nelligan sur le sujet suivant : *Souligner le 50<sup>e</sup> anniversaire de la Société d'habitation du Québec.*

**DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES**

**PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI**

**DÉPÔTS** a) documents  
b) rapports de commissions  
c) pétitions

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

Motion du ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports proposant l'adoption du projet de loi n° 137, Loi concernant le Réseau électrique métropolitain.

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2

**AFFAIRES DU JOUR**

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

**I. Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

- 1) Projet de loi n° 27  
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés  
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
  
  - 2) Projet de loi n° 49  
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent  
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
  
  - 3) Projet de loi n° 56\*  
Loi sur la transparence en matière de lobbying  
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**
- 
- \* Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 4) Projet de loi n° 72  
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles  
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 5) Projet de loi n° 79\*  
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42<sup>e</sup> législature  
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

---

\* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 6) Projet de loi n° 85  
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal  
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 4 décembre 2015  
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **19 septembre 2017**
- 7) Projet de loi n° 86  
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire  
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 8) Projet de loi n° 96  
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes  
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**
- 9) Projet de loi n° 107  
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs  
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **8 juin 2016**

- 10) Projet de loi n° 119**  
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police  
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1<sup>er</sup> novembre 2016**
- 11) Projet de loi n° 123**  
Loi modifiant diverses dispositions dans le domaine de la santé et des services sociaux  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 décembre 2016**
- 12) Projet de loi n° 128**  
Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens  
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **13 avril 2017**
- 13) Projet de loi n° 133**  
Loi obligeant le port de l'uniforme par les policiers et les constables spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions  
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 27 avril 2017  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **19 septembre 2017**
- 14) Projet de loi n° 134**  
Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation  
Présenté par la ministre de la Justice le **2 mai 2017**
- 15) Projet de loi n° 135**  
Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **25 avril 2017**
- 16) Projet de loi n° 139**  
Loi regroupant l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse  
Présenté par la ministre des Relations internationales et de la Francophonie le **18 mai 2017**

- 17)** Projet de loi n° 143  
Loi visant à améliorer la qualité éducative et à favoriser le développement harmonieux des services de garde éducatifs à l'enfance  
Présenté par le ministre de la Famille le **16 juin 2017**
- 18)** Projet de loi n° 144  
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire  
Présenté par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le 9 juin 2017  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **19 septembre 2017**

*Étude détaillée en commission*

- 19)** Projet de loi n° 53  
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires  
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 octobre 2016  
Principe adopté le **30 novembre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 20)** Projet de loi n° 62  
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes  
Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 9 novembre 2016  
Principe adopté le **15 novembre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions



- 21) Projet de loi n° 108**  
Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l’Autorité des marchés publics  
Présenté par le ministre responsable de l’Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 juin 2016  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 4 octobre 2016  
Principe adopté le **24 novembre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 22) Projet de loi n° 118**  
Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu’un établissement de santé et de services sociaux  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 2 novembre 2016  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 7 février 2017  
Principe adopté le **23 février 2017**, et  
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 23) Projet de loi n° 130**  
Loi modifiant certaines dispositions relatives à l’organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 9 décembre 2016  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 16 février 2017  
Principe adopté le **22 février 2017**, et  
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

*Prise en considération de rapports de commissions*

**24) Projet de loi n° 99**

Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions  
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la  
jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le 3 juin 2016  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations)  
déposé le 6 octobre 2016  
Principe adopté le 19 octobre 2016  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux déposé le  
**26 septembre 2017**

*Adoption*

**25) Projet de loi n° 137**

Loi concernant le Réseau électrique métropolitain  
Présenté par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de  
l'Électrification des transports le 11 mai 2017  
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement  
(consultations) déposé le 7 juin 2017  
Principe adopté le 8 juin 2017  
Rapport amendé de la Commission des transports et de l'environnement  
adopté le 20 septembre 2017  
Vote reporté le **26 septembre 2017**

**II. Projets de loi publics au nom des députés**

*Adoption du principe*

**26) Projet de loi n° 190**

Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés  
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014  
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

**27) Projet de loi n° 192**

Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de  
protection des dénonciateurs  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

- 28) Projet de loi n° 193  
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 29) Projet de loi n° 194  
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 30) Projet de loi n° 195  
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai  
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 31) Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1<sup>er</sup> octobre 2014**
- 32) Projet de loi n° 197  
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec  
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 33) Projet de loi n° 390  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière  
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 34) Projet de loi n° 392  
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre  
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 35) Projet de loi n° 394  
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 36) Projet de loi n° 395  
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux  
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**

- 37)** Projet de loi n° 396  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 38)** Projet de loi n° 397  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 39)** Projet de loi n° 398  
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale  
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 40)** Projet de loi n° 399  
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 41)** Projet de loi n° 490  
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 42)** Projet de loi n° 491  
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives  
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 43)** Projet de loi n° 494  
Loi sur la protection des contribuables  
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 44)** Projet de loi n° 495  
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement  
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**

- 45) Projet de loi n° 496  
Loi concernant la protection des lanceurs d’alerte  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 46) Projet de loi n° 497  
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention  
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 47) Projet de loi n° 498  
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d’alcool afin de créer un permis d’agriculteur distillateur  
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 48) Projet de loi n° 590  
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général  
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 49) Projet de loi n° 591  
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec  
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 50) Projet de loi n° 592  
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec  
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 51) Projet de loi n° 593  
Loi visant à contrer le taxi illégal  
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 52) Projet de loi n° 594  
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités  
Présenté par la députée d’Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 53) Projet de loi n° 595  
Loi visant à protéger l’accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse  
Présenté par la députée d’Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**

- 54)** Projet de loi n° 596  
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel  
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**
- 55)** Projet de loi n° 597  
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale  
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**
- 56)** Projet de loi n° 598  
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**
- 57)** Projet de loi n° 599  
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles  
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**
- 58)** Projet de loi n° 690  
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police  
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**
- 59)** Projet de loi n° 691  
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés  
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**
- 60)** Projet de loi n° 696  
Loi visant à inciter les municipalités à adopter une réglementation qui encadre le jeu libre dans les rues et les ruelles afin de favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes et d'améliorer le bien-être des familles  
Présenté par le député de Borduas le **24 novembre 2016**
- 61)** Projet de loi n° 697  
Loi visant à permettre aux étudiants en droit de donner des consultations et des avis d'ordre juridique dans une clinique juridique universitaire afin d'améliorer l'accès à la justice  
Présenté par le député de Borduas le **11 mai 2017**

- 62)** Projet de loi n° 699  
Loi modifiant la Loi sur l'administration fiscale dans le but d'augmenter certains seuils d'admissibilité pour interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour du Québec  
Présenté par le député de Borduas le **23 mars 2017**
- 63)** Projet de loi n° 790  
Loi concernant la suspension du processus de délimitation des circonscriptions électorales  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **15 février 2017**
- 64)** Projet de loi n° 791  
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin d'encadrer les contrats de programme de récompenses  
Présenté par le député de Borduas le **22 février 2017**
- 65)** Projet de loi n° 792  
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat  
Présenté par le député de Borduas le **15 mars 2017**
- 66)** Projet de loi n° 793  
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin que tout élève de moins de 18 ans ait droit à la gratuité des services éducatifs prévus par cette loi sans qu'il soit nécessaire qu'il soit citoyen canadien ou résident permanent  
Présenté par le député de Mercier le **23 mars 2017**
- 67)** Projet de loi n° 794  
Loi encadrant l'utilisation de l'état de santé comme facteur de détermination de risque dans les contrats d'assurance  
Présenté par la députée de Taillon le **4 avril 2017**
- 68)** Projet de loi n° 795  
Loi proclamant le Mois de l'eau  
Présenté par le député de Jonquière le **11 avril 2017**
- 69)** Projet de loi n° 796  
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de faciliter le soutien aux proches  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **7 juin 2017**

- 70)** Projet de loi n° 797  
Loi modifiant le Code civil afin que le lien de filiation du conjoint de fait décédé avant la naissance de son enfant soit reconnu  
Présenté par le député de Borduas le **30 mai 2017**
- 71)** Projet de loi n° 798  
Loi visant à encadrer l'exploitation des établissements d'hébergement touristique de catégorie « résidences de tourisme » et à définir le rôle et les responsabilités des intermédiaires de location en ligne  
Présenté par le député de Mercier le **26 avril 2017**
- 72)** Projet de loi n° 799  
Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels dans le but de supprimer l'obligation d'être citoyen canadien pour être membre du conseil d'administration d'un syndicat ou faire partie de son personnel  
Présenté par le député de Mercier le **10 mai 2017**
- 73)** Projet de loi n° 890  
Loi visant à assurer la saine administration de la justice afin de préserver la confiance du public envers le système de justice  
Présenté par le député de Borduas le **18 mai 2017**
- 74)** Projet de loi n° 892  
Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels afin d'encadrer la diffusion des états financiers des organismes qui sont assujettis à cette loi  
Présenté par le député de Granby le **14 juin 2017**
- 75)** Projet de loi n° 894  
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin que le papillon amiral soit reconnu comme insecte emblématique du Québec  
Présenté par le député de Saint-Jean le **15 juin 2017**
- 76)** Projet de loi n° 895  
Loi modifiant le Code civil dans le but de permettre à toute personne domiciliée au Québec d'obtenir une modification de la mention du sexe figurant sur son acte de naissance  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **17 mai 2017**



- 77) Projet de loi n° 896  
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par  
Arthabaska-L'Érable  
Présenté par le député d'Arthabaska le **9 juin 2017**
- 78) Projet de loi n° 897  
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse afin de garantir le droit  
à l'éducation  
Présenté par le député de Chambly le **1<sup>er</sup> juin 2017**
- 79) Projet de loi n° 898  
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique pour permettre aux parents  
d'inscrire leur enfant dans l'école de leur choix  
Présenté par le député de Chambly le **15 juin 2017**
- 80) Projet de loi n° 899  
Loi visant à reconnaître l'autonomie des municipalités en matière  
d'aménagement du territoire et de protection des sources d'eau potable  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **7 juin 2017**
- 81) Projet de loi n° 990  
Loi interdisant la fracturation hydraulique et la stimulation chimique des  
puits sur tout le territoire du Québec  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **13 juin 2017**
- 82) Projet de loi n° 991  
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles  
circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un  
poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle  
Présenté par le député de Rosemont le **14 juin 2017**

*Étude détaillée en commission*

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

### III. Projets de loi d'intérêt privé

*Consultation et étude détaillée en commission*

- 83) Projet de loi n° 204  
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel  
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 84) Projet de loi n° 209  
Loi concernant la Ville de Mascouche  
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 85) Projet de loi n° 211  
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins  
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 86) Projet de loi n° 214  
Loi concernant la Ville de Drummondville  
Présenté par le député de Drummond-Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 87) Projet de loi n° 221  
Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield  
Présenté par la députée de Vaudreuil le **16 novembre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 88) Projet de loi n° 224  
Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus)  
Présenté par le député de Chambly le **2 décembre 2016**, et  
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 89)** Projet de loi n° 225  
Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy  
Présenté par le député de Richelieu le **11 mai 2017**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

*Adoption du principe*

*Adoption*

**IV. Motions du gouvernement**

**V. Crédits budgétaires**

**VI. Débats statutaires**

**AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

- 90)** 26 septembre 2017  
Motion du député de Richelieu :

QUE l'Assemblée nationale rappelle les risques associés aux forages d'hydrocarbures sous les rivières, les lacs et le fleuve Saint-Laurent, à proximité des maisons et des édifices publics, dans l'habitat essentiel d'espèces en péril ou à la périphérie de parcs nationaux;

QU'elle exige le retrait immédiat des règlements sur les activités d'exploration, de production et de stockage d'hydrocarbures sur le territoire québécois;

QU'elle demande au gouvernement du Québec de rédiger sans délai un autre projet de règlement prévoyant notamment l'interdiction de la fracturation hydraulique, de la stimulation chimique ainsi que de tout autre procédé similaire sur l'ensemble du territoire du Québec.

Partie 3

**PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

Partie 4

**TRAVAUX DES COMMISSIONS**

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission  
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

**Mandat réglementaire**

- Audition de l'Autorité des marchés financiers sur le chapitre 2 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Autorité des marchés financiers : activités de contrôle et Fonds d'indemnisation des services financiers ».
- Audition du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 3 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Réhabilitation des terrains contaminés ».
- Audition d'Investissement Québec en suivi de la recommandation 1.4 du 35<sup>e</sup> rapport de la Commission de l'administration publique.
- Audition de la Commission de la fonction publique en suivi de la recommandation 7.1 du 33<sup>e</sup> rapport de la Commission de l'administration publique.

[COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES  
RESSOURCES NATURELLES](#)

**Mandat réglementaire**

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.

## COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 221**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 16 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 225**, Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy (mandat confié le 11 mai 2017).

### **Mandat réglementaire**

#### Interpellation :

- De la députée de Taschereau au ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale sur le sujet suivant : *Le manque de leadership du gouvernement libéral dans la Capitale-Nationale* (avis donné le 21 septembre 2017).

## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 224**, Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus) (mandat confié le 2 décembre 2016).

## COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 30 novembre 2016).

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

### **Mandat d'initiative**

- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 108**, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 24 novembre 2016).

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 135**, Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement (mandat confié le 19 septembre 2017).

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 62**, Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes (mandat confié le 15 novembre 2016).

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 139**, Loi regroupant l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse (mandat confié le 19 septembre 2017).

### **Mandat réglementaire**

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

### **Mandat d'initiative**

- Audition du Directeur de l'état civil et du Curateur public à la suite de la consultation générale sur le rapport quinquennal 2016 intitulé « Rétablir l'équilibre – Rapport sur l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé ».

## COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

### **Mandat d'initiative**

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

## COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 118**, Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux (mandat confié le 23 février 2017).
- **Projet de loi n° 130**, Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux (mandat confié le 22 février 2017).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.



## COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.
- Étude du Rapport sur l'immunité de poursuites fondées sur les inconvénients de voisinage et le processus de traitement des plaintes, de la médiation et de l'arbitrage en matière de véhicules hors route (déféré le 26 septembre 2017).

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

### **Mandat d'initiative**

- L'utilisation des appareils de téléphonie mobiles au volant.

## Partie 5

### **QUESTIONS ÉCRITES**

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

245) M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière) – **29 mai 2017**

À la ministre responsable du Travail

Lors de l'étude des crédits qui s'est déroulée le 3 mai dernier à la Commission de l'économie et du travail - volet travail, j'ai adressé une question à la ministre responsable du Travail au sujet des détenus recevant une indemnité de remplacement du revenu de la Commission des normes, de l'équité, et de la sécurité du travail (ci-après la CNESST). Malheureusement, la ministre n'a pas été en mesure de me fournir une réponse complète et satisfaisante.

Lorsqu'un employé reçoit des indemnités de remplacement du revenu (ci-après IRR) en raison d'un accident de travail, l'employeur peut l'assigner temporairement à d'autres tâches, le tout en conformité avec l'article 170 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (ci-après LATMP). La question porte sur la situation particulière d'un travailleur se retrouvant incarcéré alors qu'il reçoit une indemnité de remplacement du revenu, mais pour lequel un employeur a prévu une assignation temporaire.

L'article 142 de la LATMP prévoit que le versement des IRR peut être suspendu si le travailleur, sans raison valable, omet ou refuse de faire un travail que son employeur lui assigne temporairement. Selon la Commission des lésions professionnelles, « l'incarcération ne peut être considérée comme motif valable que le travailleur peut invoquer ».

De plus, l'article 363 de la LATMP précise qu'à la suite d'une décision en révision, ou lorsque le Tribunal administratif du travail annule ou réduit le montant d'une IRR, les prestations déjà fournies à un bénéficiaire ne peuvent être recouvrées par la CNESST (sauf s'il s'agit de mauvaise foi de la part du bénéficiaire), et c'est ce qui a été effectivement décidé dans une situation semblable où le commissaire soulignait qu'« aucune disposition de la loi ne permet à la CSST de suspendre le versement des indemnités de remplacement du revenu rétroactivement à la date de la décision ».

Finalement, l'article 326 alinéa 1 de la LATMP prévoit que : « La Commission impute à l'employeur le coût des prestations dues en raison d'un accident du travail survenu à un travailleur alors qu'il était à son emploi ».

1. Pour les quinze dernières années et par année, combien de personnes par année se retrouvent incarcérées alors qu'elles reçoivent des indemnités de remplacement du revenu?
2. Pour les quinze dernières années et par année, combien de ces personnes incarcérées recevant des indemnités de remplacement du revenu se sont vues offrir par l'employeur une assignation temporaire en vertu de l'article 170 de la LATMP?
3. Pour les quinze dernières années et par année, quel est le montant des prestations ne pouvant être recouvré en vertu de l'article 363 LATMP, ventilé par motifs (annulation ou réduction d'une IRR)?
4. Pour les quinze dernières années, combien d'employeurs ont été imputés en vertu de l'article 326 alinéa 1 de la LATMP, alors qu'ils ont offert une assignation temporaire et qu'ils sont en mesure d'offrir un travail que leur employé est raisonnablement en mesure d'accomplir, mais pour lequel le travailleur ne peut se présenter, en raison de son incarcération?

248) M. Gaudreault (Jonquière) – **13 juin 2017**  
À la ministre responsable du Travail

Un citoyen de Saguenay, monsieur Claude Truchon, est en démarches auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail, afin de faire reconnaître une maladie professionnelle liée à l'exposition à l'amiante lorsqu'il a effectué des travaux à l'hôpital de Chicoutimi. Depuis plusieurs semaines, le bureau de la ministre est sensibilisé à la situation vécue par monsieur Truchon. La situation vécue par monsieur Truchon a même été présentée dans un reportage de l'émission *Enquête* en mars dernier.

Ma question est la suivante:

Est-ce que la ministre compte agir promptement afin que monsieur Truchon puisse recevoir le soutien de la CNESST, tant monétaire que psychologique, tel que sa situation personnelle le requiert?

249) M. Traversy (Terrebonne) – **14 juin 2017**  
À la ministre du Tourisme

La région de l'Outaouais a été désignée comme porte d'entrée du Québec en 2012. Malgré cette désignation, aucune mesure particulière ni financement n'ont été annoncés. Pourtant, le financement des deux autres portes d'entrée s'élève à 50 millions de dollars, soit 30 millions de dollars pour Montréal et 20 millions de dollars pour Québec.

Nous aimerions donc savoir :

- Est-ce que des mesures ou des budgets spécifiques sont prévus pour l'Outaouais en tant que porte d'entrée du Québec?

253) Mme Léger (Pointe-aux-Trembles) – **19 septembre 2017**  
Au président du Conseil du trésor

J'aimerais obtenir le détail complet de l'utilisation du fonds de suppléance 2016-2017 (tant pour les 654 822 900 \$ en budget de dépenses que pour les 700 000 000 \$ en budget d'investissements) en date du 31 mars 2017.

254) M. Turcotte (Saint-Jean) – **19 septembre 2017**

Au ministre de la Santé et des Services sociaux

- Pourquoi le ministre n'a-t-il toujours pas autorisé la construction des nouveaux laboratoires à l'Hôpital du Haut-Richelieu?
- À combien estime-t-il les pertes financières de sa décision de reporter la construction de nouveaux laboratoires à l'Hôpital du Haut-Richelieu?

255) M. LeBel (Rimouski) – **27 septembre 2017**

À la ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation

En 2030, dans 13 ans, un quart des Québécois auront 65 ans et plus.

Cette réalité a des impacts sur le travail, le logement, les municipalités et le système de santé.

Le gouvernement a récemment annoncé une consultation en ligne pour discuter de sa politique sur les aînés. Notre pétition sur les États généraux a généré une énorme mobilisation dans la population. Plus de 15 000 citoyens ont signé cette pétition afin que le Québec se prépare correctement à faire face à ce défi.

- À l'instar de l'ex-ministre Marguerite Blais, il y a dix ans, et compte tenu de l'enjeu pour les aînés et la société en générale, la ministre va-t-elle se limiter à une consultation en ligne ou va-t-elle convoquer les aînés et la société civile à des États généraux ou une consultation publique du même type pour établir un véritable plan d'action pour préparer le Québec au vieillissement de sa population et assurer des conditions de vie dignes pour les aînés?

Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

**Projets de loi publics au nom des députés**

**Projets de loi d'intérêt privé**

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**

- aa)** Loi modifiant la Loi sur l'administration publique et d'autres dispositions législatives afin qu'un sous-ministre ou un dirigeant d'organisme soit imputable de l'efficacité de son ministère ou organisme – *député de La Peltrie*.